

INDE

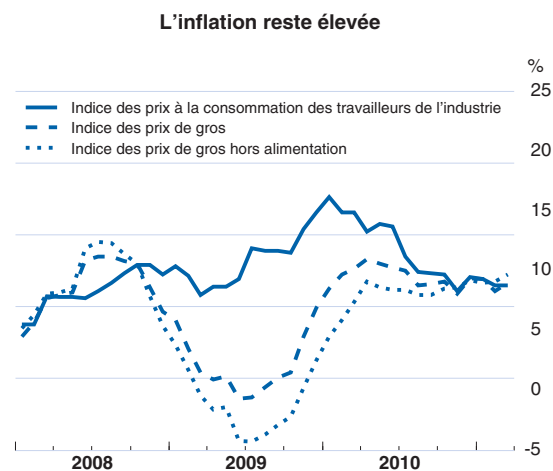
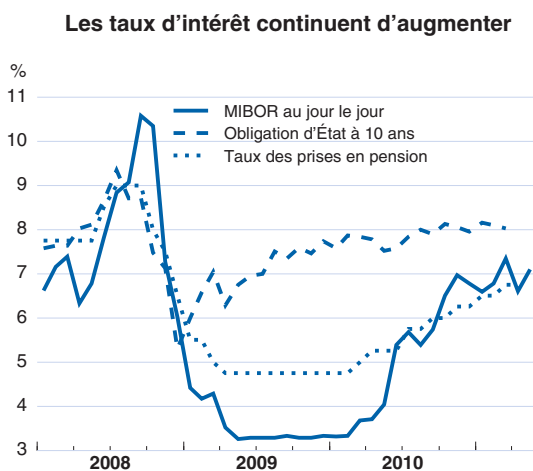
Après avoir enregistré à la suite de la crise un rebond marqué alimenté par une hausse des investissements privés, la croissance a ralenti pour renouer avec un rythme plus durable vers la fin de 2010. Dans les temps à venir, la croissance se renforcera encore quelque peu, dopée par l'optimisme des dirigeants d'entreprises et la demande de dépenses d'infrastructures. Le durcissement de la politique monétaire et une réduction modeste du déficit devraient contribuer à atténuer un peu la vigueur de la demande. Après avoir connu une certaine modération vers la fin de 2010, l'inflation est repartie à la hausse et reste forte. En outre, les tensions inflationnistes se sont généralisées, dans un contexte d'accélération des prix des produits non alimentaires.

La récente augmentation des cours mondiaux du pétrole ne s'est répercutée que de manière limitée sur les prix intérieurs de cet hydrocarbure, et les dépenses affectées aux subventions énergétiques devraient probablement augmenter en 2011. Les autorités doivent s'attacher de nouveau à réduire les subventions, afin d'alléger la charge qu'elles représentent pour les finances publiques. Les efforts déployés pour que les subventions soient mieux ciblées sur les nécessiteux doivent être renforcés. Une poursuite de la libéralisation de l'investissement direct étranger dans le secteur du commerce de détail permettrait de favoriser la concurrence, et aiderait à moderniser les chaînes d'approvisionnement, réduisant ainsi les tensions inflationnistes sur les produits alimentaires.


L'activité a ralenti pour revenir à un rythme plus durable

Après avoir affiché des taux à deux chiffres au début de l'année, la croissance a ralenti pour retrouver au quatrième trimestre de 2010 un rythme plus durable, quoique encore soutenu. Ce ralentissement s'expliquait pour l'essentiel par la correction d'une forte hausse de l'investissement après la crise. Dans le secteur non agricole, l'activité a fléchi quelque peu vers la fin de l'année, et les chiffres récents de la production industrielle montrent que ce ralentissement s'est poursuivi en 2011. La production agricole, en revanche, a continué d'augmenter à vive allure, confortant sa reprise après une sécheresse antérieure. Les

Inde



Source : CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432300>

Inde : Indicateurs macroéconomiques

	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance du PIB réel (prix du marché)	4.9	9.1	9.6	8.5	8.6
Déflateur du PIB ¹	6.7	7.5	10.2	8.4	6.2
Indice des prix à la consommation ²	9.1	12.4	10.3	8.9	6.6
Indice des prix de gros (WPI) ³	8.0	3.6	9.4	8.8	6.2
Taux d'intérêt à court terme ⁴	7.4	4.8	6.0	7.6	8.3
Taux d'intérêt à long terme ⁵	7.6	7.3	7.9	8.3	8.3
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-8.5	-9.5	-7.3	-6.8	-6.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-2.4	-2.7	-2.7	-2.9	-3.0
<i>Pour mémoire: année calendaire</i>					
Croissance du PIB réel	6.2	7.2	10.4	8.5	8.5
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-7.3	-9.7	-7.7	-6.8	-6.4

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

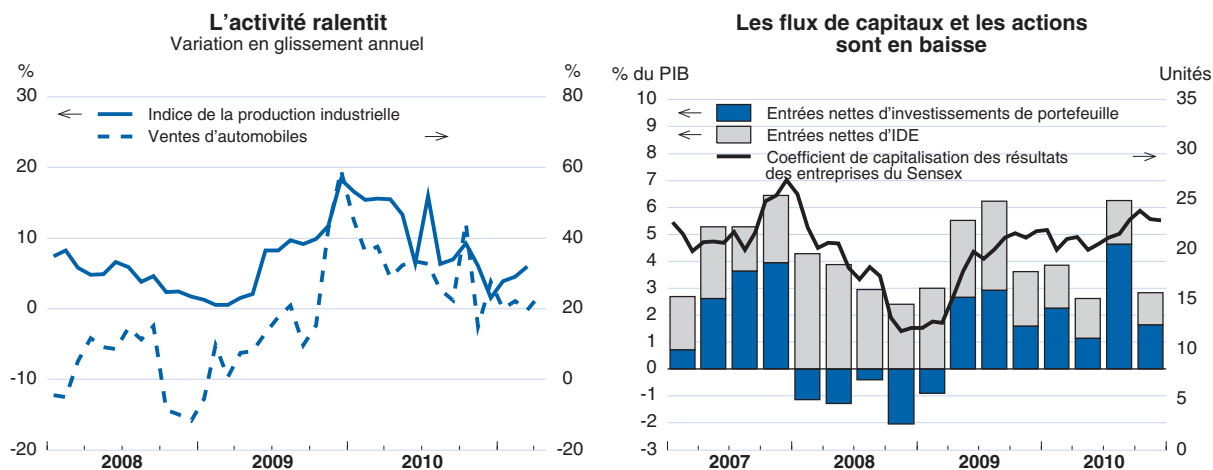
1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.
2. Moyenne pondérée des prix à la consommation pour travailleurs industriels, employés non-manuels et ouvriers agricoles.
3. Tous biens.
4. Taux de prise en pension de la Banque centrale d'Inde.
5. Bons du Trésor de dix ans.
6. Solde budgétaire brut des gouvernements centraux et locaux, prêts nets inclus, ainsi que les transferts aux compagnies pétrolières, d'alimentation et d'engrais et les allocations récurrentes de la Commission des salaires, sans les rappels de salaires ni effacement de dettes pour les petits fermiers (% du PIB).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932433554>

échanges ont également connu un rebond marqué en 2010, les importations aussi bien que les exportations atteignant, en volume, des niveaux supérieurs aux sommets d'avant la crise. Le déficit de la balance courante est important par rapport à ceux que l'Inde a enregistrés par le passé, mais il s'est réduit au quatrième trimestre sous l'effet de la modération des importations. Les entrées d'investissements de portefeuille ont également ralenti pour renouer avec un rythme plus

Inde



Source : CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432319>


Inde : Indicateurs extérieurs

	2008	2009	2010	2011	2012
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	292.0	274.7	353.9	438	522
Importations de biens et services	353.7	346.8	436.7	518	613
Balance commerciale	- 61.7	- 72.1	- 82.8	- 80	- 90
Solde des invisibles	33.8	33.7	35.7	20	32
Balance des opérations courantes	- 27.9	- 38.4	- 47.1	- 59	- 72
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	14.4	- 5.5	12.5	12.9	13.0
Importations de biens et services en volume	22.7	- 1.8	9.1	9.1	12.6
Résultats à l'exportation ¹	14.9	- 2.2	1.1	3.8	3.0

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Rapport entre le volume des exportations et le marché à l'exportation pour les biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932433573>

normal, après avoir fortement augmenté au début de l'année. Parallèlement, les cours des actions ont diminué.

**L'inflation reste
obstinément élevée et s'est
généralisée**

Bien que l'inflation globale, qui affichait des taux à deux chiffres au deuxième semestre de 2010, soit quelque peu retombée, la hausse des prix s'est accélérée de nouveau. En outre, l'inflation s'est généralisée. L'augmentation des prix du pétrole a entraîné de fortes hausses des prix des carburants et de l'énergie. La réapparition de la hausse des prix des produits alimentaires reflète en partie des contraintes localisées au niveau de l'offre, mais également la progression des revenus. Les prix de gros des produits manufacturés se sont aussi emballés, probablement sous l'effet des contraintes de capacités qui se sont fait jour à la suite d'une croissance très rapide. Pour réduire les tensions inflationnistes sur les produits alimentaires, le gouvernement a annoncé plusieurs initiatives visant à améliorer la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire, notamment la modernisation des installations de stockage de produits alimentaires. Ces efforts pourraient être complétés par de nouvelles mesures de libéralisation de l'investissement direct étranger (IDE) dans le commerce de détail.

**L'assainissement
budgétaire sera entravé par
l'augmentation des
dépenses affectées aux
subventions**

Les données budgétaires recueillies confirment que l'assainissement des finances publiques a débuté au cours de l'exercice 2010, puisque le déficit de l'administration centrale aurait enregistré une baisse estimée à plus de 1 point de PIB, pour s'établir aux alentours de 5 % du produit intérieur brut. L'assainissement budgétaire a par ailleurs repris au niveau des États fédérés, permettant une amélioration encore plus importante des finances des administrations publiques. La réduction du déficit de l'administration centrale a toutefois bénéficié largement de l'arrivée inattendue de recettes exceptionnelles, provenant notamment de l'adjudication des licences des réseaux 3G et à haut débit sans fil. Le budget de l'administration centrale prévoit une nouvelle diminution du

déficit pour l'exercice 2011, grâce à une forte croissance des recettes et à un ralentissement marqué des dépenses. En outre, le gouvernement s'engage à améliorer le versement de certaines subventions par le biais de transferts monétaires directs en 2012. Toutefois, dans l'intervalle, le gouvernement a revu à la hausse les subventions aux engrais. Les cours du pétrole brut demeurant élevés, il est prévu que le gouvernement répartira également les coûts induits par le renchérissement des produits pétroliers entre les consommateurs, les compagnies pétrolières et lui-même, entraînant une augmentation des dépenses publiques. Globalement, ce surcroît de dépenses devrait représenter juste un peu plus de ½ point de PIB au cours de l'exercice 2011. Des pressions à la hausse sur les dépenses pourraient également trouver leur source dans les hausses de salaires prévues par le Programme national de garantie de l'emploi rural (*National Rural Employment Guarantee Scheme*) et l'accroissement des dépenses au titre d'un programme élargi de subventions alimentaires. En outre, le gouvernement pourrait être contraint à terme de recapitaliser les entreprises publiques de commercialisation du pétrole.

Le durcissement progressif de la politique monétaire se poursuit

La Banque de réserve de l'Inde continue à durcir graduellement sa politique monétaire. Depuis la levée des mesures d'urgence au début de 2010, le taux des opérations principales de pension a été relevé de 250 points de base au total pour atteindre 7.25 % en mai 2011. En revanche, des tensions sur le marché du crédit, provoquées par des déséquilibres temporaires entre les dépôts et la demande de prêts, ont entraîné des hausses nettement plus fortes des coûts des emprunts consentis aux conditions du marché. Au premier trimestre de 2011, le taux interbancaire à 3 mois s'est établi en moyenne aux alentours de 9½ pour cent, soit un niveau supérieur d'environ 170 points de base à celui du quatrième trimestre de 2010. La nouvelle accélération des prix et la généralisation des tensions inflationnistes accentuent le risque de désancrage des anticipations d'inflation. Il importe par conséquent que la Banque de réserve poursuive son resserrement monétaire progressif.

La croissance devrait rester vigoureuse

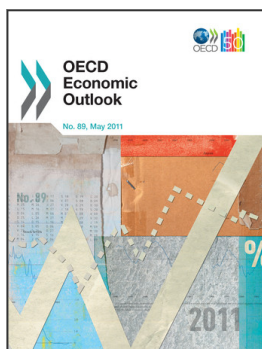
Dans le secteur non agricole, la croissance devrait rester vigoureuse, avec une accélération à la fin de l'année tirée par une amélioration cyclique des investissements, étayée par un climat d'optimisme et des perspectives favorables sur le front des dépenses d'infrastructure. Cette évolution devrait bénéficier d'une légère accélération de la consommation due au ralentissement de l'inflation. Dans l'ensemble, la croissance sera toutefois limitée par les hausses récentes des prix du pétrole et par le durcissement de la politique monétaire, en particulier du fait de la difficulté supplémentaire liée à l'apparition récente de tensions sur les marchés du crédit. La modération générale de la croissance, conjuguée à la stabilisation escomptée des prix du pétrole et des autres produits de base au niveau international, contribuera à atténuer les tensions inflationnistes.

Le déficit de la balance courante devrait rester relativement important

La croissance des échanges devrait rester forte, soutenue par des conditions intérieures et extérieures favorables. À court terme, une certaine détérioration des termes de l'échange est attendue du fait de l'augmentation des prix du pétrole. Le déficit de la balance courante devrait rester de l'ordre de 3 % du PIB à l'horizon de ces prévisions. Au cours des dernières années, des déficits de cet ordre ont pu être financés sans difficulté, malgré le ralentissement récent des entrées d'investissements de portefeuille. Dans les temps à venir, les entrées d'investissements de portefeuille et d'IDE, étayées par des taux d'intérêt relativement élevés et des perspectives de croissance forte à moyen terme, contribueront à ce que le financement du déficit des paiements courants reste assuré sans difficulté. Le relèvement récemment annoncé des plafonds limitant les investissements institutionnels étrangers en obligations émises par des entreprises indiennes devrait ouvrir de nouvelles perspectives d'entrées de capitaux.

L'inflation demeure le risque essentiel qui pèse sur ces perspectives

Le principal risque qui entoure ces perspectives réside dans la possibilité que l'inflation demeure élevée, ce qui rendrait nécessaire une réaction vigoureuse des pouvoirs publics. Un nouveau dépassement des dépenses budgétaires pourrait en particulier être source de tensions au niveau de la demande. À l'inverse, une modération des prix internationaux du pétrole, qui sont aujourd'hui relativement élevés, permettrait d'atténuer les tensions inflationnistes et les pressions budgétaires.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Inde », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-41-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.